



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE RELATIF À LA DÉCISION DE LA CER-N

# Une décision incompréhensible qui ne tient pas compte des préoccupations de la population

ZURICH - 20/10/2021. La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-N) a aujourd'hui décidé de recommander le rejet de l'initiative contre l'élevage intensif et du contre-projet direct du Conseil fédéral. Un contre-projet indirect encore plus édulcoré du conseiller national Vert Kilian Baumann n'a lui aussi eu aucune chance. Ce faisant, la CER-N prouve qu'elle refuse complètement d'écouter les préoccupations de la population souhaitant une protection plus forte des animaux dans l'agriculture. Il s'agit maintenant de faire infléchir cette décision irresponsable au Conseil national.

L'association « OUI à l'initiative contre l'élevage intensif » est alarmée par la décision prise aujourd'hui par la CER-N. Après qu'en mai, le Conseil fédéral ait renvoyé au Parlement un contre-projet à l'initiative déjà plus que timide, la CER-N a décidé d'ignorer toute urgence à agir et de catégoriquement refuser la discussion portant sur un plus grand bien-être des animaux dans l'agriculture suisse. Alors que la population se fait de plus en plus entendre sur les questions de bien-être animal et que les détaillants réalisent des ventes record de substituts de viande, les conditions de vie des animaux dans l'agriculture continuent de se dégrader. Malgré cela, la CER-N n'est même pas prête à faire un compromis minimal qui aurait pris la forme d'un contre-projet indirect. Celui-ci aurait prévu un renforcement des contributions au bien-être des animaux (SST/SRPA) du Conseil fédéral.

## LA DIGNITÉ DE L'ANIMAL EST UN PRINCIPE CONSTITUTIONNEL

La Constitution fédérale actuelle reconnaît la dignité intrinsèque de tout être vivant. Comme le reconnaît le Conseil fédéral dans son message, ce principe est aujourd'hui insuffisamment mis en œuvre. C'est pourquoi l'initiative demande un hébergement et des soins respectueux pour tous les animaux, un accès régulier à l'extérieur, une taille maximale des groupes par étable ainsi qu'un abattage sans douleur. Pour Philipp Ryf, la résistance toute particulière du monde agricole est incompréhensible : « *Les agricultrices et les agriculteurs veulent la meilleure vie possible pour leurs animaux. Aujourd'hui, cette volonté s'oppose à l'intense pression sur les prix qui est notamment causée par les produits bon marché venant de l'étranger. C'est pourquoi notre initiative prévoit une clause d'importation qui protège les exploitations agricoles suisses des produits bon marché de l'étranger* ».

## LES REVENDICATIONS DE L'INITIATIVE SONT PLUS QUE JAMAIS D'ACTUALITÉ

Depuis le début du millénaire, le nombre d'animaux de ferme en Suisse a augmenté de près de la moitié. Près de 80 millions d'animaux ont été engrangés et tués pour la production de viande en 2020. Sur la même période, le nombre d'exploitations agricoles a diminué, passant d'environ 70 000 à moins de 55 000. Aujourd'hui, on élève jusqu'à 300 veaux, 1 500 porcs et 27 000 poulets par exploitation. Le comité d'initiative attend maintenant le débat au Conseil national avec impatience. D'après Philipp Ryf, « *La nécessité d'agir est frappante : les agricultrices et agriculteurs subissent une très forte pression économique. Les animaux sont considérés comme des marchandises à optimiser. Et la production animale a un impact négatif massif sur l'environnement. Nous demandons donc au Conseil national de prendre les préoccupations de la population au sérieux – pour les animaux, pour l'environnement et finalement aussi pour notre santé* ».

### CONTACT

Philipp Ryf, co-directeur de campagne Initiative contre l'élevage intensif  
[philipp.ryf@elevage-intensif.ch](mailto:philipp.ryf@elevage-intensif.ch), +41 79 511 59 51